

Génération·s écosocialiste

L'objectif de cette première convention sur l'écologie et l'écosocialisme est triple.

Premièrement, elle nous permet de nous situer politiquement dans l'histoire des idées et des luttes. Il était nécessaire que Génération·s se positionne vis-à-vis de la pensée de l'écologie politique et son évolution, ainsi que sur les réflexions portées par l'écosocialisme¹.

Deuxièmement, elle permet à Génération·s de formuler une vision renouvelée, des propositions politiques singulières et d'engager le débat avec l'ensemble de la gauche non-productiviste sur les grandes orientations concernant les sujets cruciaux et structurants pour l'avenir de notre société.

Troisièmement, elle donne lieu à la définition d'un projet politique enthousiasmant qui puisse rendre notre écologie politique désirable, populaire et capable de rassembler au-delà de notre organisation pour construire les victoires de demain.

I. UN CONSTAT PARTAGÉ ET DES DÉFIS À RELEVER POUR NOTRE "GÉNÉRATION"

"Nous savons que, depuis cent cinquante ans, les sociétés industrialisantes vivent du pillage accéléré de stocks dont la constitution a demandé des dizaines de millions d'années et que, jusqu'à ces tout derniers temps, les économistes qu'ils fussent classiques ou marxistes, ont rejeté comme "régressives" ou comme "réactionnaires" les questions concernant l'avenir à très long terme : celui de la planète, celui de la biosphère, celui des civilisations" : c'est en ces termes qu'André Gorz présentait déjà, en 1978, le défi écologique et politique qui se dresse devant nous aujourd'hui. Face à la multiplication des événements climatiques exceptionnels, des catastrophes naturelles, à la disparition rapide de la biodiversité, notamment dans le cadre de la sixième extinction de masse, et aux cris d'alertes des scientifiques, il ne fait plus aucun doute que la crise écologique est en train de bouleverser radicalement notre vie et celle des générations futures. L'hyper-consommation et l'exploitation des Suds qui en découle est aujourd'hui questionnée, ainsi que la vision consumériste de notre bien-être. L'écologie est sur toutes les lèvres et s'affiche dans tous les programmes politiques de gauche, et même, de façon mercantile et cynique, de droite. Bien que le contexte actuel de montée de l'extrême-droite et du conservatisme permette à ces idées d'exister, rares sont désormais les réactionnaires qui persistent à nier l'impact nocif de la prédation humaine sur la nature, la perte de biodiversité, ou qui remettent en cause le lien entre nos activités et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre entraînant le dérèglement du climat. Du Club de Rome au rapport Brundtland, en passant par les combats des ONG, l'idée d'un nouveau modèle émerge depuis les années 1960-70 avec de plus en plus de force.

Au-delà de ce constat partagé, appuyé par les rapports réguliers du Groupe international d'experts pour le climat (GIEC), il revient à la gauche et aux écologistes d'en relever les

¹ L'écosocialisme est une idéologie politique considérant que le progrès social et le respect de l'environnement sont intrinsèquement liés ; il part du principe que l'écologie politique est incompatible avec le capitalisme, et que la logique productiviste attachée au socialisme doit être abandonnée. Notre acception du terme "écosocialisme" est précisée par la suite.



causes profondes : les dégradations de l'environnement sont provoquées par le productivisme et notre modèle capitaliste. Leurs conséquences sont claires : ils mettent en danger l'espèce humaine et les combats que nous menons pour l'égalité et la justice sociale. L'incapacité chronique des dirigeant·es à réduire les émissions de CO2 à l'échelle mondiale, et cela malgré des engagements régulièrement renouvelés au cours de 26 Conférences des parties (COP), témoigne de l'échec de l'ajustement environnemental de notre modèle de société. Présentés comme les nouvelles solutions des néolibéraux·ales et des technosolutionnistes, le capitalisme vert et l'écomodernisme ne répondent ni à l'impératif de justice climatique, ni au niveau d'ambition nécessaire pour garantir la survie de l'espèce humaine sur Terre. Ces "nouvelles solutions" n'ont de surcroît pour effet que de reproduire les inégalités sociales.

Dès lors, il nous faut urgemment construire une alternative, un nouveau modèle, qui tienne compte des 9 limites écologiques de notre planète² que sont le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, le changement d'utilisation des sols, l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère, la perturbation du cycle du phosphore et de l'azote, l'acidification des océans, l'augmentation des aérosols dans l'atmosphère, l'appauvrissement de l'ozone stratosphérique, et la modification du cycle de l'eau douce, bleue et verte. Dans plusieurs cas, ces limites sont déjà dépassées et nous imposent des changements drastiques sur la génération qui vient. C'est par exemple le cas avec l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 afin de limiter le réchauffement climatique entre 1,5 et 2 degrés ou encore l'objectif de zéro artificialisation nette des sols.

Les défis sont immenses mais il nous revient de transformer notre rapport au monde et de poser les jalons d'un développement responsable. Ainsi, comme l'exprime Greta Thunberg, militante écologiste suédoise, "quand on commence à agir, l'espoir est partout. Alors, au lieu d'attendre l'espoir, cherchez l'action. Et c'est seulement à ce moment que l'espoir sera là." Il serait trop facile de renoncer, trop facile de constater l'effondrement, de se replier sur son potager, trop facile de se contenter d'accompagner ou de continuer à profiter. Ce n'est plus un constat qu'il faut dresser, c'est une stratégie qu'il faut tracer.

II. PENSER L'ÉCOLOGIE POLITIQUE COMME LA QUESTION SOCIALE DU XXI^È SIÈCLE

A. L'écologie est un projet de gauche, incompatible avec le capitalisme et le productivisme

L'écologie politique est née des combats environnementaux au cours des XIX^È et XX^È siècles, qui se sont amplifiés avec la crise environnementale. Si de nombreux·ses écologistes viennent de ces luttes, le combat ne s'arrête pas à cette question et les questions sociales et démocratiques y sont essentielles - comme le rappelle le slogan « fin du monde, fin du mois même combat » porté par la Génération Climat. De nombreux combats environnementaux ont aussi été des combats sociaux et les militant·es venu·es de l'écologie politique ou des luttes sociales ont souvent créé des ponts. Il n'en reste pas moins qu'il existe effectivement différentes tendances et stratégies au sein de l'écologie politique.

A Génération.s, nous ne sommes pas d'accord avec la tendance environmentaliste qui nierait la question sociale ou lui ferait prévaloir la question environnementale. De même, nous ne sommes pas d'accord avec la « deep ecology » qui placerait la nature au-dessus de l'être humain. Nous plaçons pour que l'écologie s'assume comme une force majeure de la gauche, c'est-à-dire qu'elle s'empare de la question sociale, combat fondateur de la gauche, tout en repensant la place de l'être humain dans la nature.

² Les Planetary boundaries ont été définies en 2009 par une équipe internationale de 26 chercheur·ses du Stockholm Resilience Centre (Suède).

Nous, à Génération·s, concevons l'écologie comme la poursuite naturelle des combats de la gauche. Le combat fondateur de notre camp pour la démocratie s'est enrichi au fil des siècles de "buts sociétaux démocratiquement élaborés", d'après la formule d'André Gorz. La question sociale, portée depuis l'avènement du socialisme et de ses dérivés, et la lutte pour l'égalité, contre le colonialisme et pour le respect des différences, doivent désormais être complétées d'un nouvel objectif sociétal, vital autant que moral : la préservation de la biodiversité et des grands équilibres afin de préserver la nature indispensable à la survie de l'humanité. La lutte contre les modes de domination, au cœur des combats historiques de la gauche, doit être au cœur d'un projet véritablement écologiste. .

Génération·s s'affirme anticapitaliste

Le capitalisme est un modèle économique qui structure l'ensemble de notre société. Il s'appuie sur une distinction et une opposition entre les possédant·es et les travailleur·ses. Il constitue un système prédateur à l'égard de l'humanité, des ressources et de la nature en général, un système de domination qu'il faut combattre. Depuis les années 80, nous constatons une accélération de la maximisation des profits et des rendements qui sont la base du système économique capitaliste. Cette maximisation est associée à une croissance sans limite qui est incompatible avec les limites planétaires.

De fait, le capitalisme n'est pas compatible avec la transition écologique. La rupture avec ce modèle apparaît comme une nécessité ; pourtant, il reste courageux de l'affirmer, alors que la tendance des dernières années est plutôt à la définition de compromis avec le modèle capitaliste, y compris pour certains partis de gauche. Mais l'anticapitalisme s'inscrit dans une histoire et nous sommes convaincu·es que nous pouvons devenir majoritaires dans l'opinion publique. Par ailleurs, il est important de parler spécifiquement de capitalisme afin de prendre le problème à la racine et d'engager une transition en profondeur. Le néolibéralisme est certes devenu le terme à la mode, plus facile à combattre mais beaucoup moins ambitieux puisque sa critique fait consensus au-delà même de la gauche et des écologistes. L'objectif est de gagner la bataille culturelle et de réaffirmer les termes du débat en utilisant volontairement celui d'anticapitalisme permettant une rupture avec l'écologie « de droite », le greenwashing des entreprises et revenir à la racine des maux de notre société. Enfin, notre opposition au capitalisme ne présuppose pas l'ajout de termes restreignant le propos (capitalisme "libéral", capitalisme "sauvage"...).

Néanmoins, il est nécessaire de préciser ce que nous entendons par modèle capitaliste. Nous devons faire attention aux termes génériques qui portent l'ensemble de notre message et dont la définition mérite d'être précisée. Par exemple, si nous sommes anticapitalistes, sommes-nous pour la remise en question de la propriété privée ?

Ce n'est pas le cas. La rupture avec le capitalisme n'implique pas d'être opposé·e à la propriété privée, c'est une rupture avec un modèle de société et un questionnement sur notre rapport au travail et à son utilité dans la société. Tout l'objet des prochaines thématiques de l'année des idées sera de préciser concrètement le modèle de société que nous portons : quels secteurs prioritaires justifient une nationalisation, quelle gouvernance défendons-nous, quelle place doit avoir l'État, comment lutter plus efficacement contre les inégalités sociales... De manière générale, la lutte des classes inhérente à l'anticapitalisme tel que nous le connaissons n'est pas suffisante à l'émancipation des individus.

Il nous faut l'affirmer clairement : il n'y aura pas de transition écologique assurant l'avenir de l'humanité sur Terre à modèle économique libéral constant. "Si le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage" (Jean Jaurès), il est également intrinsèquement prédateur des ressources dont la science nous apprend qu'elles ne sont pas toutes renouvelables et que leur exploitation sans limites précipite la fin de l'humanité. Le productivisme ne repose pas sur une production répondant à des besoins humains, mais sur la création de besoins artificiels, permettant elle-même de répondre

³ Source : World Inequality Report 2022 et Rapport sur les riches en France 2022.

aux impératifs d'accumulation exponentielle du capitalisme. L'exploitation de la force de travail de l'humain ne répond pas à une nécessité de production au service de l'existence humaine mais à une optimisation de l'usage de cette force pour en tirer le plus de survalueur et d'accumulation, notamment au profit de l'actionnariat. Il en est de même pour l'exploitation des ressources naturelles dont l'objet est d'abord la production de valeur et l'accumulation de richesses. Cette double appropriation produit une société qui, dans ses déclinaisons, engendre l'aliénation de l'être humain à lui-même, mais de façon encore plus flagrante et indéniable, l'aliénation de la nature à l'être humain.

Dès lors, défendre une écologie au-delà des clivages gauche-droite est un non-sens. En témoignent également les inégalités quant à la responsabilité de l'humanité face à la crise écologique engendrée par l'accélération de nos activités depuis la révolution industrielle. En 2021, les 10% des ménages les plus riches au monde possédaient 76% du patrimoine global. Depuis 1995, les 1% les plus riches ont capté 38% des richesses mondiales créées alors que la moitié la plus pauvre n'en a reçu que 2%³. L'injustice s'exprime de manière symétrique entre accumulation de richesses et émissions de gaz à effet de serre puisque les 10% les plus riches en émettent 4 fois plus que la moitié la plus pauvre de la planète. Injustice ultime, les plus pauvres sont également celles et ceux qui sont les plus exposé·es aux effets nocifs de l'activité humaine sur l'environnement : les habitant·es des quartiers populaires sont beaucoup plus victimes de la pollution sonore, de la pollution de l'air et de toutes les conséquences en matière de santé, parce qu'il·elles n'ont pas le choix de leur travail et de leur lieu de vie. En témoignent également, à l'échelle mondiale, les migrations à l'œuvre en raison du changement climatique. Ce système laisse donc sciemment de côté le bien-être humain, en accentuant des discriminations déjà criantes et en privant nos enfants d'un avenir vivable. Cette situation n'est pas naturelle, elle est le résultat d'une organisation spécifique et d'une vision politique précise : le capitalisme.

Comme nous l'affirmons dans le manifeste de Génération·s, nous ne pouvons plus être de gauche sans être écologiste. Notre écologie politique n'est pas celle qui consiste à simplement verdifier un vieux modèle de société par nature anti-écologique et profondément inégalitaire. De même, il ne s'agit plus pour nous de savoir comment produire toujours plus et à tout prix des richesses pour les redistribuer plus ou moins. Notre écologie politique est celle d'un changement fondamental de logiciel qui doit reposer sur de nouveaux indicateurs de progrès, de développement et de bonheur et dépasser le dogme de la croissance du PIB. Notre écologie politique s'inscrit dans la tradition transformatrice de la gauche. Notre projet de civilisation est celui de la société du partage et notre ambition est de remplacer le système libéral productiviste pour porter l'écologie comme un progrès social.

B. Mais la rupture avec le capitalisme est insuffisante à l'émergence naturelle d'un modèle alternatif social et écologique

Longtemps, les alternatives revendiquées à l'exploitation capitaliste, qu'elles fussent modérées ou radicales, ont été indifférentes aux ressources nécessaires à la production des biens et des services utiles à l'humanité, ainsi que la critique du productivisme fut souvent circonscrite à celle de l'inégal partage de la valeur ajoutée. De même, le progrès technologique comme la croissance infinie de la consommation du plus grand nombre ont été souvent assimilés au progrès tout court, dans l'ignorance ou dans l'oubli des conséquences sur la survie du genre humain.

Les expériences anticapitalistes n'ont pas été moins productivistes que les autres, pas plus que la social-démocratie qui a promu sans nuance des modes de production et de consommation hostiles à la préservation des conditions nécessaires à la perpétuation de l'espèce humaine.

Ce regard lucide sur notre histoire ne doit toutefois pas souffrir l'anachronisme, ni mythifier la nature ou l'environnement. L'éclosion écologiste trouve racine dans la connaissance scientifique et ne saurait être assimilée à un quelconque passéisme culpabilisant le désir de progrès de l'humani-

té. En tant qu'humanistes, nous considérons d'abord l'écologie comme une exigence s'imposant à l'humanité pour sa survie, non pour la défense de la nature ou de l'environnement «en soi», qui ne souffrirait d'ailleurs pas de la disparition du genre humain.

L'exigence d'une alternative écologiste au capitalisme n'est pas une rupture avec sa critique historique, ni un simple supplément d'âme. Si la critique du capitalisme est insuffisante à définir ce que nous sommes, elle situe notre écologie dans la filiation de l'histoire de la gauche, l'enrichissant de la sensibilité au vivant comme à l'ensemble des réflexivités environnementales jusqu'alors cadencées. C'est cette nouvelle dimension qui définit notre humanisme.

Génération-s s'affirme humaniste

Le consensus scientifique a établi que les activités humaines sont à l'origine des désordres naturels, climatiques notamment, qui hypothèquent la survie de notre espèce. Il est avéré plus précisément que notre modèle de développement n'est pas soutenable puisqu'il exige des prélèvements sur la nature plus importants qu'elle ne peut les reconstituer. La foi productiviste est interrogée, tout comme l'est l'idée d'une domination naturelle de l'humanité sur son environnement.

Éblouie par les progrès scientifiques et technologiques réalisés tout au long du XXI^{ème} siècle, la gauche en aura souvent épousé les thèses productivistes, qu'il s'agisse d'une sociale-démocratie appelant la croissance pour devoir précéder la redistribution ou des idéologies communistes glorifiant le travail et la production. Il en est de même d'une conception de l'humanisme réduisant l'attachement à la nature au rang de croyances conservatrices justifiant l'ordre établi. À l'extrême opposé d'une stricte considération utilitariste de la nature, certains mouvements issus de l'écologie défendent une idéologie dite environnementaliste, qui sanctuarise toutes formes de vie, animales et végétales, comme limites intangibles à l'activité humaine.

L'impasse productiviste exige de la gauche un retour aux sources autant qu'une rupture. Retour aux sources pour reconnaître l'irrationalité capitaliste qui menace jusqu'à la préservation des ressources nécessaires à la vie humaine. Rupture pour considérer que notre tâche commune est celle d'une définition collective des besoins nécessaires à la liberté, dans un monde aux ressources limitées. Le nouvel âge de la gauche, à l'heure de la conscience écologiste, appelle tout autant une actualisation des rapports de l'Homme à la nature, entre prolongement de son histoire et apports théoriques nouveaux.

Le courant de pensée dit humaniste ne saurait être totalement confondu avec l'émergence de la gauche dont l'identité est étroitement liée à l'ère industrielle et à la dualité entre le capital et le travail. Mais le socialisme est fils des Lumières dont le combat contre l'obscurantisme et l'ordre établi porte des valeurs intemporelles et universelles. Le principe de la liberté des êtres humains à écrire leur histoire a succédé à la soumission de l'humanité à un ordre naturel, en même temps que le développement technique a pu donner l'apparence d'une infinie capacité de l'espèce humaine à dominer son environnement à des fins de progrès. Pourtant, aux origines de l'humanisme comme du socialisme, leurs principaux penseurs ne réduisaient pas la nature aux seules fins d'instrument utile au développement humain, comme Jean-Jacques Rousseau défendant un principe d'harmonie avec la nature proclamant même que «Jamais la nature ne se trompe, c'est toujours nous qui nous trompons» ou Karl Marx, s'inquiétant de la prédation du capital sur le vivant considéré pour être «le corps non organique de l'Homme».

Ces références aux origines de nos idéologies n'effacent pas l'histoire des derniers siècles qui aura également consacré d'authentiques progrès utiles à l'émancipation du genre humain. Mais l'ère anthropocène, définie comme nouvelle époque géologique que caractérise l'avènement de l'humanité comme principale force de changement sur terre (au-delà des forces géophysiques) témoigne des excès d'un modèle de développement et exige un rapport plus modeste de l'homme à son environnement.

Notre humanisme n'est donc pas celui d'un retour à un état de nature fantasmé et s'inscrit toujours dans la filiation d'une pensée en quête de la construction collective de la liberté, aux moyens de la science et de la technique. Mais à l'image d'un matérialisme historique enrichi de la conscience de ressources limitées, notre humanisme est nécessairement actualisé par le vertige d'une possible fin de l'humanité à mesure que nous détruisons le vivant.

Cette prise de conscience est également fondatrice d'un nouveau rapport à la nature non exclu-

sivement lié aux risques encourus par l'espèce humaine. La sensibilité au vivant, comme l'ensemble des réflexivités environnementales jusqu'alors cadenassées, sont un enrichissement de la condition humaine. L'attention à la nature et les précautions nouvelles à l'endroit du vivant sont analogues à l'équale considération que nous portons à tous les êtres humains, indistinctement de leur nationalité, de leur couleur de peau, de leurs croyances ou de leur genre. Cet humanisme renouvelé exige plus que jamais le renforcement de la démocratie pour arbitrer les conflits qui ne manqueront pas d'opposer nos sensibilités avec l'exigence d'un modèle de développement en transition. La définition de nos besoins collectifs, et avec elle celle des activités productives qui doivent naître et/ou être relocalisées, implique d'être partagée collectivement pour être acceptée. Notre humanisme n'interdit pas à l'humanité le droit de prélever à la nature, en toute conscience de l'interdépendance de tous les vivants, au moyen d'une démocratie enrichie et en affirmant un principe de précaution qui protège l'environnement.

Le consensus scientifique a établi la responsabilité humaine des désordres environnementaux préjudiciables à notre avenir mais il nous enseigne également les chemins possibles pour réparer ce qui peut l'être et adapter nos sociétés. L'alternative au capitalisme passe par la prise en compte de l'écologie et est définie par la responsabilité temporelle de notre génération : engager la transition d'un modèle de développement intrinsèquement prédateur vers son alternative juste et soutenable.

La première de nos responsabilités est ainsi celle de planifier la sortie d'un modèle de développement qui nous met en danger en opposant à la croissance et à l'accumulation, la sélection des activités productives utiles à l'humanité et leur spatialisation. La définition du progrès humain doit être non seulement débarrassée des critères indifférents à la santé, à la culture ou à l'éducation (ex : PIB) mais oblige également la prise en compte des dimensions physiques indispensables à la soutenabilité de notre modèle de développement.

Vous avez dit (dé)croissance ?

Pendant un siècle et demi, le capitalisme a capté la valeur ajoutée que le travail a créée en transformant les matières premières issues des cycles écologiques. Afin de bénéficier de toujours plus de ressources grâce au marché, il a poussé à la croissance de la production et de la consommation. En réaction, les États, qu'ils soient communistes en usant de la planification impérative ou sociaux-démocrates en instaurant le principe d'État-providence, ont construit des modèles fondés sur la répartition, eux aussi adossés à un modèle économique fondé sur la croissance de la production. Dès lors, il est difficile de rompre avec cet imaginaire d'une production et d'une consommation illimitées. Or, dès les années 70, le Club de Rome (Halte à la croissance) a montré que les ressources et les cycles de la nature ne pouvaient fournir une croissance infinie dans un monde fini. Rompre avec cette illusion impose évidemment de sortir du prisme de la croissance sur lequel s'arcbutent nos sociétés. Or, près d'un demi-siècle plus tard, les indicateurs du PIB ou du PNB continuent de confondre progrès et croissance, alors même qu'ils ne prennent pas en compte la justice des sociétés, l'équilibre des ressources, l'accès et la préservation des communs, des cycles naturels, des libertés ou d'autres services publics. Afin de rompre avec cette vision d'une société productiviste et capitaliste, il convient de changer les indicateurs qui pèsent sur nos choix. Une transition vers l'écossocialisme comme projet de société désirable doit créer de nouveaux indicateurs pour ces nouveaux objectifs. Leur construction doit s'articuler avec des processus délibératifs mettant au centre les citoyen·nes et non plus les seuls acteurs économiques. Rompre avec le modèle de croissance économique capitaliste ne peut cependant signifier entrer dans une décroissance systématique et uniforme. S'il faut progresser dans la répartition et dans la sobriété des systèmes productifs, il ne peut être efficace ni acceptable de réduire le revenu ou la consommation de ceux qui sont déjà en difficulté ou ceux des pays en voie de développement, ni diminuer la croissance des secteurs qui sont utiles à la transition écologique. Socialement, d'un point de vue sectoriel ou géographiquement (notamment

s'agissant des pays du Sud), la transition doit se traduire par un nouveau partage des richesses et des biens et non pas seulement par l'inflexion des indices de croissance dont nous contestons la pertinence.

Nous devons rompre avec le modèle de croissance capitaliste et le consumérisme qui en découle afin d'aller par étapes vers une économie écosocialiste. Notre modèle doit être désirable assurant un droit d'égal accès à tou-te-s aux communs et en imposant un principe de sobriété dont la constitutionnalisation pourrait faire sens. C'est principalement en régulant les modes de production, de transport et de commercialisation que cesseront les atteintes à la nature et au travail. Chaque transition devra être arbitrée par la délibération collective afin de déboucher sur une planification démocratique intégrant les limites en termes de ressources et les besoins des différents acteurs. Pour ces derniers, il faut imaginer des processus d'accompagnement. Cela permettra d'associer sans culpabiliser ou pénaliser les individus, les collectivités ou les entreprises qui doivent modifier leur production de CO2 ou réorganiser leur fonctionnement.

Notre modèle de développement revendique le primat de l'humain, et du vivant, sur toutes les autres considérations. Au-delà du juste prix de ce qui pollue, nécessaire mais autorisant les puissances financières à continuer de nuire, nous revendiquons l'usage du droit à décider collectivement et démocratiquement de ce qui peut être produit et consommé à quelle intensité et dans quel espace géographique et temporel. Cette doctrine nous conduit à reconnaître l'existence de biens communs ne pouvant être sous l'emprise du marché, comme, a minima, l'eau, l'air, la mer, les sols et sous-sols, l'espace. Résolument attachés à l'esprit des Lumières, nous n'opposons pas le progrès technologique à l'écologie mais affirmons un principe de précaution : le doute protège l'environnement.

L'immensité des changements est par essence conflictuelle, qu'il s'agisse par exemple de l'emploi (transformation de l'appareil productif), de l'habitat (conjugaison de la sobriété foncière, de l'accroissement démographique et de l'allongement relatif de l'espérance de vie) ou encore des représentations culturelles de la réussite individuelle (ce que nous consommons). Conduire ces changements profonds exige un surcroît de justice sociale autant qu'un approfondissement réel de la démocratie. Parce que le changement climatique, ni plus que l'érosion de la diversité, ne connaît «ni patrie, ni frontière», la planification exige un pouvoir représentatif fort et légitime aux échelles mondiale, continentale, nationale et locale. Mais l'ampleur des organisations nouvelles à faire éclore appelle tout autant que la mobilisation de la puissance publique, celle des énergies citoyennes engagées (citoyennes et citoyens des marches pour le climat, collectifs engagés contre les projets inutiles, jeunes promotions scientifiques en rupture des apprentissages productivistes) pour être les agents culturels du changement autant que leurs acteurs et actrices opérationnel-les. Si le changement doit être radical, il ne peut être brutal : son appropriation démocratique est même la condition de sa mise en œuvre.

Enfin, resituant la définition du progrès pour être au service de la condition humaine, le modèle de développement que nous défendons est aussi celui qui promeut l'émancipation de l'être humain. La libération de l'exploitation capitaliste est mise au service du développement des droits humains, préférés à l'incantation creuse de la valeur travail.

Les progrès matériels, technologiques et scientifiques garantissent l'accès universel aux biens fondamentaux tels que le logement, l'alimentation, l'éducation ou encore la santé. La société du temps libéré est propice à l'émancipation au travers le développement des droits culturels, l'accès au sport ou aux loisirs, à tous les âges de la vie. Notre modèle de développement ne pose pas comme seule ambition un meilleur partage de la valeur ajoutée traduite par une croissance du pouvoir d'achat du plus grand nombre, elle oppose aux valeurs capitalistes celles d'une égalité des droits, plutôt que la seule égalité des chances.

Transformer les moyens de production et de reproduction de la société en réinterrogeant la propriété, le travail et les modalités de production, le tout dans une démarche démocratique seule à même de garantir l'émancipation des individus : voilà quelle est notre vision de l'écologie, notre vision de l'écocialisme.

Il nous faut maintenant construire sur cette base structurante notre projet politique pour défendre une transition radicale vers un modèle durable, respectueux de la nature et socialement juste.

III. NOS PROPOSITIONS POUR ENGAGER LA TRANSITION ÉCOSOCIALISTE

Le cadre étant posé, il nous revient de construire les grandes orientations de notre modèle en s'interrogeant sur des sujets cruciaux que sont bien évidemment les modalités de production, la nature et les modalités du travail, la propriété, l'orientation et l'usage des moyens de production et des ressources naturelles. Mais il nous faut également définir la place de la puissance publique et celle des entreprises - en particulier celles issues de l'économie sociale et solidaire, des associations, des initiatives citoyennes locales et internationales qui doivent toutes pouvoir jouer un rôle croissant dans notre société. Dans cet exercice de définition d'un modèle de société et d'un chemin pour l'atteindre, il nous faut penser la planification de la transition en intégrant l'ensemble des actrices et des acteurs précédemment cités, mais aussi notre rapport à la science, au progrès, à la nature et au pouvoir.

Face à l'écueil de la collapsologie, aux dérives ésotériques et aux dangers de l'extrême droite (survivalisme, naturalisme réactionnaire, écoautoritarisme...), il nous faut proposer des solutions solides, populaires et collectives pour combattre l'individualisme et le repli sur soi qu'ils ne cessent d'exploiter.

Notre réflexion doit porter sur le rapport à l'économie, au fonctionnement capitaliste et productiviste, au libéralisme économique, et interroger le protectionnisme comme solution parfois trop simpliste. Elle doit pouvoir intégrer une dimension européenne et mondiale car la transition radicale ne pourra se faire qu'à cette échelle.

Enfin, elle doit pouvoir pointer les limites des autres propositions de pensée écologiste, analyser nos points communs et nos divergences pour construire une vision cohérente de notre écologie politique, notre écocialisme.

Parmi les thématiques que nous souhaitons porter au débat des prochains mois et de notre convention de juin, nous vous proposons ici quelques axes de réflexions à compléter, discuter, renforcer :

- Affirmer que l'écologie politique est à un tournant social et ne peut plus ignorer le lien profond entre luttes sociales et luttes écologiques pour s'ancrer définitivement à gauche.
- Reconnaître que les luttes climatiques, raciales, féministes, et LGBTQ+ sont indissociables et doivent être pensées dans une perspective radicale et intersectionnelle, en revenant aux racines du problème, que constitue l'exploitation humaine.
- Définir comme préalable l'abolition des privilèges des pollueurs et s'attaquer à l'oligarchie économique en démocratisant la planification, partageant le pouvoir dans l'entreprise, réhabilitant les communs et en contenant l'écart des richesses et des revenus.
- Réinventer une nouvelle prospérité écologique en affirmant la valeur d'usage plutôt que la valeur d'échange, en assumant une nécessaire sobriété au profit de la qualité et de la réparabilité plutôt que la quantité et l'obsolescence programmée, et en définissant des biens communs (l'eau, la terre, l'air, les services publics...).
- Garantir la sécurité d'existence par le renforcement ou l'accès à de nouveaux droits fondamentaux (énergie, eau, logement, travail), une juste répartition du travail associée à une rédu-

tion du temps de travail, un revenu universel.

- Planifier la transition avec des moyens adaptés et des investissements publics importants dans les infrastructures, les services publics, la rénovation énergétique, les énergies renouvelables, la reforestation et la protection de la biodiversité.
- Accompagner la transition planifiée de notre économie et de nos emplois (formation continue et garantie travail) vers une économie basée sur des réponses durables à nos besoins essentiels plutôt que sur la productivité et le profit de quelques-un-es.
- Appuyer nos politiques publiques sur de nouveaux indicateurs de bien-être, de santé et de prospérité (IDH, Better Life Index, etc...) afin de dépasser le dogme du PIB et de la croissance à tout prix.
- Favoriser la transition et les initiatives à l'échelle des territoires en renouvelant la démocratie citoyenne (ESS, énergie citoyenne, coopérative, RIC et budget participatif).
- Promouvoir une autre vision de société que le modèle capitaliste et consumériste en légiférant sur son expression la plus brutale (obsolescence programmée, publicité, etc...), en s'appuyant sur la culture pour défendre une société du temps libéré en harmonie avec son environnement et en renforçant la formation à l'écologie à l'école et en formation continue.
- Définir une vraie politique agro-écologique en revenant au plus près des agriculteurs et agricultrices, en sollicitant leurs expertises et en leur permettant de meilleures conditions de vie et de travail, notamment grâce à un revenu universel paysan.
- Préserver l'attachement personnel des habitant-es à leur espace du quotidien. Sans environnement partagé il n'y a pas de relations humaines.